



**Note:** Les observations et propositions se rapportant au libellé du Programme d'action qui sont récapitulées dans le présent document (pages 1 à 7) ont été débattues et examinées par les participants à la Consultation mondiale pendant une séance plénière organisée dans l'après-midi du 25 avril 2014. L'annexe au présent document (pages 8 à 17) contient des notes plus détaillées, mises au point par le secrétariat du Programme d'action du CSA pour combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées (CFS-A4A) afin de rendre compte des observations et propositions formulées lors des diverses séances plénières et des discussions de groupe organisées dans le cadre de la Consultation mondiale sur l'avant-projet de CFS-A4A.

Toutes les observations et propositions qui figurent dans le présent résumé de la Consultation mondiale sur l'avant-projet de CFS-A4A établi par le Président seront prises en considération par le Groupe de soutien technique du CFS-A4A aux fins de l'élaboration de la première version du projet de Programme d'action. Ce texte sera négocié par le Groupe de travail à composition non limitée sur le CFS-A4A, qui se réunira à Rome du 29 juillet au 1<sup>er</sup> août 2014.

### Observations générales

- L'intitulé général du CFS-A4A a fait l'objet d'observations:
  - Les participants étaient d'accord dans l'ensemble pour dire que l'intitulé du Programme d'action devait mentionner la «malnutrition» de même que «l'insécurité alimentaire»;
  - Il a été proposé de remplacer «Programme d'action» par «Principes d'action»;
  - Le secrétariat du CSA a souligné que seul le CSA réuni en séance plénière pouvait entériner la modification d'un intitulé lorsque les travaux étaient en cours; il étudiera cette possibilité.
- Il a été largement admis qu'il fallait **raccourcir** le document. *Les groupes de discussion ont fait des propositions plus précises à ce sujet, qui sont exposées de manière détaillée dans l'annexe au présent résumé.*
- Il a été proposé de remplacer le titre de la section «Public» par «**Parties prenantes**».
- Les **échéances et intervalles de temps** indiqués dans le document devraient être cohérents.
- On pourrait, dans les paragraphes d'introduction, insister davantage sur **le rôle de prévention bénéfique** que peuvent jouer les principes énoncés dans le CFS-A4A, à savoir qu'ils peuvent en soi contribuer à éviter une crise prolongée.

- En ce qui concerne les paragraphes d'introduction (qui sont regroupés dans le paragraphe 12 actuel), il a été proposé ce qui suit:
  - mettre en avant l'importance des spécificités propres au contexte;
  - indiquer que les principes constituent un ensemble et sont interdépendants;
  - prévoir une puce pour chaque paragraphe d'introduction des dix principes.
- On a estimé qu'il était indispensable d'établir un **résumé** aux fins des activités de plaidoyer et de sensibilisation qui seront menées après le CSA 41, et que cette action devait être mentionnée dans la section «La voie à suivre».
- Il fallait indiquer que les membres du CSA et les participants feraient leur possible pour **respecter les échéances et le calendrier approuvés par le Comité** et parvenir à un accord sur la première version en juillet.

### **Observations générales concernant les principes**

- Les participants étaient d'accord pour dire qu'en ce qui concerne l'ensemble des principes, on pouvait regrouper, supprimer ou remanier du texte afin de raccourcir le document et d'éviter les redondances et les répétitions. *Les groupes de discussion ont fait des propositions plus précises à ce sujet, qui sont exposées de manière détaillée dans l'annexe au présent résumé.*
- Il a été généralement admis que chaque principe devait commencer par un énoncé du problème mais que cette présentation devait être plus précise; les énoncés ne devaient pas apparaître ailleurs que dans les principes.
- Questions transversales devant être traitées dans les principes:
  - Veiller à ce que les préoccupations concernant **les jeunes et l'emploi** qui ont un lien avec la sécurité alimentaire et la nutrition dans les crises prolongées aient la place qu'elles méritent dans les principes et dans le reste du document;
  - Le document devrait davantage prendre en considération et évoquer les questions de **développement**, ainsi que les problèmes humanitaires;
  - Les besoins en matière de **renforcement des capacités** devraient être clairement indiqués pour chaque principe;
  - Il convient d'accorder une plus grande place aux préoccupations qui concernent la **nutrition** dans le contexte de la **parité hommes-femmes**;
  - Il faudrait, dans l'ensemble du document, se préoccuper davantage et faire mention plus régulièrement des **réfugiés et personnes déplacées dans leur propre pays**, qui représentent une question transversale.
- Les participants étaient d'accord pour dire qu'il était essentiel que **chaque principe devant orienter les actions à mener soit libellé de manière claire et centré sur l'action**.
- Il a été souligné que les termes utilisés pour formuler chaque principe devaient être plus positifs et moins négatifs et avoir davantage de force. *Les groupes de discussion ont fait des propositions plus précises à ce sujet, qui sont exposées de manière détaillée dans l'annexe au présent résumé.*

- Il faudrait peut-être employer des termes qui engagent davantage, par exemple «devrait»/«doit» plutôt que «peut».
- La responsabilité et l'obligation qu'ont les citoyens de se comporter de manière responsable sont passées sous silence dans le document alors qu'elles devraient être mentionnées, sans doute dans le principe 1 ou 2.
- Les participants n'étaient pas tous d'accord au sujet de l'emploi de l'expression «bonne gouvernance», plutôt que «gouvernance démocratique», dans les principes 1 et 7; il faudra donc revenir sur cette question.
- Il pourrait être utile à l'avenir d'examiner une étude de cas portant sur une situation qui rassemblait, semble-t-il, tous les «ingrédients» pour déboucher sur une crise prolongée mais qui n'en est pas devenue une, afin de mieux comprendre ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.

### **Observations critiques concernant les principes**

#### **Principe 1**

- Dans le paragraphe d'introduction, il est proposé de remplacer le terme «protection» afin de bien faire comprendre qu'il s'agit d'un «programme de protection» de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le contexte des obligations actuelles en matière de droits de l'homme.
- On pourrait préciser que les parties prenantes ont aussi pour obligation d'intervenir en temps voulu; toutefois, il a été avancé que cette question était peut-être déjà couverte dans le principe 10 sur la responsabilité.
- On a demandé que le Groupe de soutien technique étudie les liens entre, d'une part, les obligations en matière de libre accès aux marchés (par exemple dans le cadre du GATT) et la réglementation et la gouvernance des marchés alimentaires internationaux et, d'autre part, l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les situations de crise prolongées, et que ces liens soient traités comme il se doit dans le principe.
- Il devrait être fait mention des obligations extraterritoriales.
- Faire en sorte que le texte se rapportant aux obligations en matière de droits de l'homme soit compatible avec les textes approuvés des instruments relatifs aux droits de l'homme en vigueur et que des liens soient clairement établis avec les questions de sécurité alimentaire et de nutrition.
- Confiner les mentions relatives au respect des instructions générales du CSA à la section Positionnement afin d'éviter les répétitions et de réduire la longueur du document.
- Les devoirs et les droits donnent aux intéressés des rôles qu'il est nécessaire de mieux définir.

### Principe 2

- Il faudrait savoir à qui s'adresse ce principe et employer des termes plus forts que «*faciliter*» dans le paragraphe d'introduction.
- Les rôles et responsabilités aux niveaux local, infranational et régional doivent être évoqués, de même qu'en ce qui concerne le niveau national.
- Il convient de s'intéresser de près aux termes à employer pour faire contrepoids à la souveraineté lorsque les pouvoirs publics ne s'acquittent pas de leurs responsabilités vis-à-vis des populations et qu'une intervention internationale s'impose.
- Il faudrait évoquer de manière plus claire la prise en main par les pays et les liens/synergies avec les grandes stratégies nationales.
- Il faut envisager des mesures visant spécifiquement à garantir la participation de l'ensemble des parties prenantes (par exemple «... *la mise en place de mécanismes appropriés*», etc.).

### Principe 3

- Il a été proposé d'inclure l'expression «... *et qui permettraient d'améliorer la conception de ces dernières*» dans le paragraphe d'introduction, qui se lirait alors: «*Garantir et soutenir des analyses exhaustives de la situation et des réponses apportées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sur lesquelles fonder des politiques et mesures globales et qui permettraient d'améliorer la conception de ces dernières*».
- Il faudrait parler d'évaluations et d'objectifs à long terme et pas uniquement à court et moyen termes.
- Il a été proposé de remplacer l'expression «*partenaires de coopération extérieurs*», trop restrictive, par «*l'ensemble des parties prenantes*».
- Supprimer la mention «*en cas de conflit violent*» car les analyses d'économie politique devraient concerner toutes les situations de crise prolongées.

### Principe 4

- Les participants sont convenus qu'il s'agissait là d'un principe fondamental, qui devait être formulé et présenté avec soin, même si on pouvait en réduire la longueur.
- Remplacer les expressions «*communautés vulnérables*» ou «*groupes vulnérables*» par «*groupes se trouvant dans une situation vulnérable*» (NB: cette observation concerne plusieurs principes, et pas seulement le principe 4).
- Déplacer la mention action «*sur deux fronts*», qui devrait soit figurer dans le glossaire, soit être évoquée dans la section Positionnement.
- Il serait bon que ce principe soit examiné par des spécialistes de la nutrition, par exemple des spécialistes de l'intégration des questions de nutrition du Mouvement du renforcement de la nutrition (Mouvement SUN).
- Il a été suggéré d'évoquer les «*retards de croissance*» et le «*dépérissement*».
- Il a été proposé de faire mention de l'impact du «*changement climatique*» ainsi que du «*caractère saisonnier*» au paragraphe x).

- Il a été proposé que les notions suivantes soient évoqués mais en accord avec l'emploi actuel qu'en fait le CSA: connaissances autochtones; cultivars locaux / matériel végétal / animaux reproducteurs; et biodiversité locale.
- Examiner la question de savoir s'il ne serait pas plus logique que les alinéas xi) à xiii) soient déplacés de manière à figurer dans le principe 5 car ils concernent la gestion des ressources naturelles.

#### **Principe 5**

- Le rôle du secteur privé devrait être plus clairement défini dans ce principe. Il faudrait faire mention des Principes du CSA pour un investissement agricole responsable qui concernent la sécurité alimentaire et la nutrition en situation de crise prolongée (probablement dans une note de bas de page ou de fin de document).
- Préciser qu'il est nécessaire de fournir un appui qui irait au-delà de l'accès aux terres et porterait, entre autres, sur l'accès aux marchés, aux financements, aux infrastructures, etc.
- La responsabilité qui incombe aux individus de gérer les ressources naturelles de manière responsable devrait être évoquée dans ce principe.

#### **Principe 6**

- Supprimer la première phrase du paragraphe d'introduction, qui est redondante.
- Clarifier l'énoncé du problème de manière à établir un lien entre la consolidation de la paix et la sécurité alimentaire.
- Mentionner le rôle des missions des Nations Unies et des autres missions de consolidation de la paix, y compris le fait que ces missions devraient: intégrer les objectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les activités de maintien de la paix; et s'assurer que les opérations militaires ne remettent pas en cause la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Dans le mandat du CSA, tous les organismes devraient être encouragés à se conformer à ce principe afin de garantir la cohérence de l'action menée par les Nations Unies.
- Supprimer la référence faite aux conflits violents, qui est trop restrictive.
- Préciser ce que signifie «*bien conçus*» car cette expression est trop vague.
- On pourrait mettre au point un texte de portée générale afin d'indiquer que les parties prenantes devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour atténuer et éliminer les divers facteurs externes qui alimentent les conflits et les crises prolongées et ont une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

#### **Principe 7**

- Évoquer éventuellement, dans ce principe, les risques et les répercussions des tiraillements entre les divers organismes.
- On pourrait ajouter l'expression «*une meilleure coordination*» dans le paragraphe d'introduction, qui se lirait alors comme suit: «*Soutenir activement les capacités institutionnelles, une meilleure coordination et la bonne gouvernance et veiller à l'existence de celles-ci.*».

### **Principe 8**

- Il faudrait faire en sorte que les fonds perçus n'entraînent pas de dépendance; s'inspirer du libellé de l'alinéa vi).
- Remplacer «fournisseurs d'aide» par «partenaires de développement» – vérifier que cette expression est cohérente avec les textes des autres recommandations et décisions du CSA.
- Insérer l'expression «de la préparation» avant «de la réaction rapide» à l'alinéa i) c).
- Veiller à ce qu'il soit mieux rendu compte de la coordination entre les organismes du système des Nations Unies et les partenaires du développement.
- Préciser que les ressources doivent être utilisées avec efficacité, dans les délais prescrits, et être absorbées.
- Utiliser une formulation plus positive afin d'encourager les financements novateurs souples/de tenir compte de l'approche LRRD (lien entre l'urgence, la réhabilitation et le développement).

### **Principe 9**

- Reformuler le paragraphe d'introduction de telle manière que le terme «continuellement» soit assorti de réserves et qu'il ne donne pas à croire que des changements doivent être effectués en permanence, ce qui pourrait être déstabilisant. Il est proposé que le paragraphe se lise comme suit: «Garantir et intégrer continuellement un apprentissage systématique tiré de l'expérience dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition lors des crises prolongées afin d'améliorer les politiques et mesures».
- Dans l'ensemble du principe, il faudrait mieux mettre en évidence les liens forts existant entre l'apprentissage et l'élaboration des politiques.
- À l'alinéa i), insérer «... et des stratégies concernant la documentation et la diffusion» après «d'approches d'apprentissage systématique et de gestion des connaissances».
- Évoquer les connaissances locales, ainsi que le rôle de la recherche agronomique.

### **Principe 10**

- Les avis ont fortement divergé en ce qui concerne:
  - l'insertion/la conservation de l'expression «y compris les populations touchées» dans le paragraphe d'introduction;
  - l'insertion/la conservation de l'alinéa vi) qui souligne la responsabilité de l'ensemble des acteurs;
  - l'insertion/la conservation de l'alinéa ii) pour ce qui est de savoir qui doit rendre des comptes à qui.
- La malnutrition devrait être évoquée dans le paragraphe d'introduction.
- L'alinéa viii) pourrait figurer dans le principe 9 car il concerne l'apprentissage.
- Étudier les liens avec le principe 7 relatif à la gouvernance, ainsi que les éventuels regroupements.

**Appendice A – Observations générales et concernant les exemples supplémentaires**

- Il pourrait être utile de prévoir, en introduction à chaque principe, **un encadré ou une liste comportant deux ou trois puces** afin d'extraire les principales données fournies par les exemples et de dégager ainsi des orientations générales pour les actions à mener. Cela contribuerait à inscrire davantage les principes dans l'action.
- **Principe 2** – Le Timor-Leste constituerait un meilleur exemple de prise en main par un pays qu'Haïti.
- **Principe 3** – Collecte/analyse de données au Soudan du Sud pendant la crise et mise en place de mécanismes à l'échelon local pour y parvenir.
- **Principe 6** – Programme de transformation du conflit des monts Nouba (NMPACT) - à revoir avec soin afin de s'assurer que le libellé et le contenu sont pertinents.

## **ANNEXE 1**

### **Compte rendu détaillé des propositions formulées par les participants aux Groupes de discussion 1 et 2 concernant les principes 1 à 10 compris**

#### **Observations générales (y compris celles formulées dans le cadre des séances plénières)**

- Le document devrait, si possible, faire sept ou huit pages maximum. Il faudrait procéder à un «élagage».
- De nombreux participants étaient d'avis que l'intitulé du Programme d'action devait mentionner la «malnutrition» de même que «l'insécurité alimentaire». Il a été proposé de remplacer «Programme d'action» par «Principes d'action».
- Il faudrait définir plus clairement ce que recouvre le terme «Public» (bien qu'aucune proposition spécifique n'ait été faite à ce sujet); il a été proposé de remplacer le titre de section «Public» par «Parties prenantes».
- Il est indispensable d'établir un résumé aux fins des activités de plaidoyer et de sensibilisation qui seront menées après le CSA 41, et cette action devrait être mentionnée dans la section «La voie à suivre» ou le Plan d'action.
- Pour l'ensemble des principes, une partie du texte présenté sous forme de liste à puces peut être regroupée, supprimée ou reformulée de manière à réduire la longueur du document. On trouvera plus bas des propositions spécifiques concernant chaque principe. En particulier, les énoncés des problèmes devraient être abrégés et figurer dans des alinéas en introduction à chaque principe.
- Présenter les principes de manière à répondre aux questions «quoi? / qui? / comment?» (envisager une section «pourquoi?» dans la partie 2).
- Tenir compte des particularités propres au contexte et du calendrier de mise en œuvre.
- S'assurer que les préoccupations relatives aux jeunes et à l'emploi ont la place qu'elles méritent dans le document.
- Le document doit tenir compte et traiter davantage du développement, ainsi que des questions humanitaires.
- On pourrait, dans les paragraphes d'introduction, insister sur le rôle de prévention bénéfique que peuvent jouer les principes énoncés dans le CFS-A4A, à savoir qu'ils peuvent en soi contribuer à éviter une crise prolongée.
- Il a été demandé clairement que, pour chaque principe, le vocabulaire utilisé soit davantage axé sur l'action, et que les enseignements tirés et les données d'expérience figurent dans les alinéas des principes et soient mis en corrélation avec l'appendice A.



- Il a été souligné que les termes utilisés pour formuler chaque principe devaient être plus positifs et moins négatifs et avoir davantage de force.
- Il faudrait peut-être employer des termes qui engagent davantage, par exemple «devrait»/«doit» plutôt que «peut».
- Dans la section «Contexte et principe», le paragraphe 12 devrait comporter 10 puces, une pour chaque principe.
- Les réfugiés pourraient peut-être faire l'objet d'un principe transversal qui serait repris dans l'ensemble du document?
- Il pourrait être utile de prévoir, dans l'introduction de l'appendice A, un encadré ou une liste comportant deux ou trois puces afin d'extraire les principales données fournies par les exemples et de dégager ainsi des orientations générales pour les actions à mener. Cela contribuerait à inscrire davantage les principes dans l'action.

### **Principe 1**

- Dans le paragraphe d'introduction, reformuler le terme «protection» afin de bien faire comprendre qu'il s'agit d'un «programme de protection» de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le contexte des obligations actuelles en matière de droits de l'homme.
- On pourrait préciser que les parties prenantes ont aussi pour obligation d'intervenir en temps voulu; toutefois, il a été avancé que cette question était peut-être déjà traitée dans le principe 10 sur la responsabilité mais pas avec suffisamment de force.
- Les obligations internationales devraient également porter sur les obligations en matière d'accès libre aux marchés (par exemple dans le cadre du GATT) ainsi que sur la réglementation et la gouvernance des marchés alimentaires internationaux.
- En ce qui concerne le «commerce», on pourrait peut-être ajouter le membre de phrase suivant: «... en conformité avec les obligations commerciales internationales dans le contexte des interventions liées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle».
- La responsabilité et l'obligation qu'ont les citoyens de se comporter de manière responsable sont passées sous silence dans le document alors qu'elles devraient y être mentionnées, sans doute dans le principe 1 ou 2.
- Les obligations extraterritoriales devraient être évoquées dans ce principe.
- S'assurer que le texte se rapportant aux obligations en matière de droits de l'homme permet d'établir clairement des liens avec les questions liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition afin d'éviter toute interprétation erronée - par exemple, l'alinéa iii) ne fait pas référence comme il se doit au droit à l'alimentation.
- Se reporter en particulier à la terminologie relative aux droits de l'homme et veiller à être le plus cohérent possible de manière à éviter d'éventuels différends.

- Confiner les mentions relatives au respect des instructions générales du CSA à la section Positionnement afin d'éviter les répétitions et de réduire la longueur du document.
- S'efforcer de maintenir un équilibre entre les dispositifs humanitaires et le développement humain.
- L'alinéa iv) est repris dans le principe 4.
- L'alinéa vi) pourrait être formulé de manière plus positive.
- Les alinéas iv), v) et vi) pourraient être considérablement réduits. On pourrait fusionner les alinéas i), ii) et iii).
- Déplacer l'alinéa vii) vers les appendices.
- Alinéa vi) - indiquer de manière plus claire ce que signifie l'expression «bonne gouvernance» et préciser en quoi elle diffère, par exemple, de la «gouvernance démocratique».
- Le rôle des porteurs d'obligations et des détenteurs de droits devrait être mieux défini.
- Il a été proposé de procéder à un «inventaire des normes» et de mettre au point un "ensemble de mesures de réforme des politiques» pour renforcer la mise en œuvre de ce principe.
- Propositions supplémentaires visant à réorganiser les alinéas:
  - l'alinéa vii) pourrait devenir l'alinéa i);
  - l'alinéa v) pourrait devenir l'alinéa iii);
  - l'alinéa i) pourrait devenir l'alinéa iv);
  - les alinéas i), ii), iii) et viii) pourraient être supprimés.

## **Principe 2**

- Il a été proposé de réorganiser le paragraphe d'introduction, qui se lirait comme suit: «Faciliter l'adoption de politiques et de mesures nationales, qui seront élaborées, mises en œuvre et évaluées avec la participation active de toutes les parties prenantes, pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition».
- Il conviendrait d'indiquer plus clairement à qui s'adresse ce principe (qui le met en œuvre et au bénéfice de qui) et d'employer un terme plus fort que «faciliter».
- Les rôles et responsabilités aux niveaux local, infranational et régional doivent être évoqués, de même qu'en ce qui concerne le niveau national, en particulier à l'alinéa i) (par exemple, s'assurer que les problèmes et solutions à l'échelon local et infranational sont reconnus et pris en compte par les gouvernements nationaux).
- On pourrait supprimer l'alinéa v), qui est redondant et dépourvu d'orientation pragmatique.
- On pourrait fusionner les alinéas i) et ii).

- Aux alinéas iii) et iv), les énoncés des problèmes qui se situent avant le texte en italique devraient être supprimés afin de mettre l'accent sur les mesures à prendre.
- Il convient de s'intéresser de près aux termes à employer pour faire contrepoids à la souveraineté lorsque les pouvoirs publics ne s'acquittent pas de leurs responsabilités vis-à-vis des populations et qu'une intervention internationale s'impose.
- Il faudrait évoquer de manière plus claire la prise en main par les pays et les liens/synergies avec les grandes stratégies nationales.
- Il faut envisager des mesures visant spécifiquement à garantir la participation de l'ensemble des parties prenantes (par exemple «... la mise en place de mécanismes appropriés», etc.).
- Les principes 2 et 7 traitent tous deux de la gouvernance.
- Reformuler l'alinéa iv) de manière à réaffirmer que les États ont le droit de demander aux donateurs de respecter le principe de prise en main par les pays.
- L'alinéa v) devrait être formulé de manière plus positive et scindé de façon à mieux rendre compte de la nécessité de faire intervenir la communauté internationale.

### **Principe 3**

- Il a été proposé de reformuler le paragraphe d'introduction, qui se lirait comme suit: «Garantir et soutenir des analyses exhaustives de la situation et des réponses apportées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition sur lesquelles fonder des politiques et mesures globales et *qui permettraient d'améliorer la conception de ces dernières*».
- Le texte devrait porter sur les évaluations et objectifs à long terme.
- On pourrait regrouper les alinéas ii), iv), v) et xi).
- On pourrait regrouper les alinéas i), viii) et xii).
- Alinéa viii) - remplacer l'expression «partenaires de coopération extérieurs», trop restrictive, par «l'ensemble des parties prenantes».
- Alinéa viii) - supprimer la mention «en cas de conflit violent» car les analyses d'économie politique devraient s'appliquer à toutes les situations de crise prolongées.
- L'alinéa xii) pourrait être supprimé car il s'agit juste d'une «passerelle» vers le principe suivant.
- Préciser à qui s'applique ce principe.
- Il a été proposé de supprimer l'alinéa v).
- La question de la parité des sexes devrait être traitée de manière plus approfondie.
- Alinéa x) - le mécanisme de suivi devrait être défini de façon plus précise compte tenu de la multiplication des activités de suivi et d'évaluation.
- Insister sur la nécessité de mobiliser des ressources au niveau régional afin de réaliser des analyses.

#### **Principe 4**

- Les participants se sont accordés à dire qu'il s'agissait là d'un principe fondamental, qui devait être formulé et présenté avec soin, même si on pouvait en réduire la longueur.
- On pourrait parler de «personnes se trouvant dans une situation vulnérable» de manière à englober les groupes autres que les femmes et les enfants lorsque l'on évoque les groupes vulnérables.
- On pourrait regrouper les alinéas i), ii) et probablement iii).
- Alinéa ii) - Déplacer la mention action «sur deux fronts», qui devrait soit figurer dans le glossaire, soit être évoquée dans la section Positionnement.
- On pourrait supprimer l'alinéa iv), qui est répétitif et reprend en particulier le principe 2.
- Il serait bon que des spécialistes de la nutrition, par exemple des collègues spécialisés dans l'intégration des questions de nutrition du Mouvement SUN, examinent ce principe.
- L'alinéa ix) devrait faire mention des «retards de croissance» et du «déperissement».
- Il faudrait faire mention de l'impact du «changement climatique» et des saisons à l'alinéa x).
- Alinéa xi) - il a été proposé de mentionner également le rôle des agents de vulgarisation dans la consolidation de la paix ainsi que le «renouveau social».
- On pourrait regrouper les alinéas xiii) et xiv).
- Il conviendrait d'évoquer les «connaissances autochtones» à l'alinéa xiii).
- Les termes suivants devraient figurer à l'alinéa xiii): «cultivars locaux», «matériel végétal et animaux reproducteurs autochtones» et/ou «biodiversité», ou d'autres termes analogues devraient être mentionnés dans le principe.
- L'alinéa xiii) devrait faire référence à d'autres conventions environnementales.
- On devrait mettre l'accent sur l'importance du renforcement des capacités des institutions locales.
- Il faudrait examiner la question de savoir s'il ne serait pas plus logique que les alinéas xi) à xiii) soient déplacés vers le principe 5 car ils concernent la gestion des ressources naturelles.

#### **Principe 5**

- On pourrait fusionner les alinéas v) et ix).
- Alinéa ix) - la dernière phrase pourrait être supprimée car elle est redondante.
- Les alinéas i), ii), iv) et vii) contiennent des énoncés de problèmes et pourraient être moins longs.
- On pourrait regrouper les alinéas vii) et viii).

- Le rôle du secteur privé devrait être plus clairement défini dans ce principe, et il faudrait faire mention des Principes du CSA pour un investissement agricole responsable.
- Les spécificités des communautés pastorales devraient être reconnues et les besoins de celles-ci mieux pris en compte dans l'ensemble de ce principe.
- Il faudrait prévoir un soutien plus étendu aux exploitants locaux et mentionner non seulement les questions foncières mais également les autres services (comme les infrastructures).

### **Principe 6**

- Mettre en avant les aspects liés à la prévention dans l'ensemble du principe.
- Le principe devrait mentionner le rôle fondamental joué par les missions des Nations Unies et insister sur deux aspects: les interventions de consolidation de la paix des missions des Nations Unies devraient contribuer à la réalisation des objectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition; et les missions des Nations Unies devraient veiller à ce que les actions militaires ne compromettent pas la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations touchées.
- Mettre l'accent sur le fait que le mandat du CSA devrait encourager tous les organismes à respecter ce principe afin de favoriser la cohérence des actions menées par les Nations Unies.
- Il devrait aussi être fait référence, dans ce principe, aux embargos sur les armes et aux facteurs qui alimentent les conflits/guerres (c'est-à-dire le rôle de facteurs externes dans le prolongement d'une crise).
- L'alinéa i) pourrait être placé au début du document.
- Les alinéas i), ii), iii) et iv) devraient pouvoir être mis en application plus facilement. Ils devraient figurer dans l'introduction du document, sous une forme ramassée, étant donné qu'ils sont au cœur même du CFS-A4A. Le principe 6 pourrait tenir lieu de principe de base pour l'ensemble du document.
- On pourrait fusionner les alinéas iii) et iv) car ils portent sur des thèmes très proches, à savoir les effets bénéfiques potentiels de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
- À l'alinéa iii), on devrait parler de «viabilité sociale» plutôt que de «cohésion sociale».
- Il faudrait préciser, à l'alinéa iv), qui conçoit les programmes pour les communautés (par opposition aux initiatives menées par les pouvoirs publics) et indiquer quelles sont les actions à mener pour faire prendre conscience aux personnes concernées de l'intérêt que présente la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- L'alinéa v) reprend l'alinéa ii).
- On pourrait inclure une courte présentation de la consolidation de la paix dans la liste à puces du paragraphe 12 de la section «Contexte et principe».

## **Principe 7**

- Il faudrait préciser, dans tous les principes, que le renforcement des capacités fait partie du développement humain.
- Des ressemblances et des répétitions entre les principes 2 et 7.
- Le document n'insiste pas suffisamment sur le renforcement des capacités institutionnelles.
- Le principe devrait porter non seulement sur les capacités institutionnelles mais aussi sur les capacités individuelles. Il faudrait indiquer, dans le corps du texte, que les capacités institutionnelles plus larges s'appuient sur les aptitudes individuelles.
- La «bonne gouvernance» est un terme technique qui renvoie à l'efficacité et à l'efficience des pouvoirs publics dans le contexte plus large du régime démocratique. Le terme «démocratie» devrait être employé puisque la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Déclaration du Millénaire adoptée par l'ONU ainsi que d'autres instruments approuvés par les États Membres de l'ONU l'évoquent explicitement.
- Pourrait-on ajouter dans le paragraphe d'introduction «... et la bonne gouvernance démocratique»?
- Il faudrait fusionner les principes 2, 4 et 7 ou faire en sorte qu'ils décrivent de manière plus précise les liens entre les politiques, les mécanismes institutionnels et la gouvernance.
- Le paragraphe d'introduction devrait se lire comme suit: «Soutenir activement les capacités institutionnelles, la bonne gouvernance et une meilleure coordination et veiller à l'existence de celles-ci».
- On pourrait reformuler l'alinéa vi), qui se lirait alors: «Toutes les parties prenantes doivent comprendre le pouvoir politique, les intérêts et le cadre de gouvernance qui caractérisent une situation de crise prolongée afin de renforcer le soutien fourni et de veiller à ce que...».
- L'alinéa vii) a une connotation négative, en raison de la référence faite à la «mauvaise gouvernance», qui devrait être éliminée et formulée de manière plus positive.
- L'alinéa viii) devrait être libellé comme suit: «... il est important que les partenaires travaillent avec le gouvernement, les communautés touchées et les autres institutions...».
- À l'alinéa ix), le membre de phrase «... prennent souvent la relève des institutions nationales lorsque celles-ci sont défaillantes...» a une connotation négative, qui rappelle le ton de l'alinéa vii). Il faudrait le supprimer ou le reformuler.
- Il est proposé de supprimer l'alinéa ix) (éviter les institutions parallèles), qui est en contradiction avec l'alinéa vi) (le rôle potentiel des institutions coutumières et informelles).

### **Principe 8**

- Ce principe devrait insister sur la nécessité de prévoir d'autres mécanismes/instruments de financement afin d'éviter que les pays ne deviennent dépendants des mécanismes d'aide humanitaire et ne s'appuient que sur ces derniers.
- L'expression «fournisseurs d'aide» n'est pas appropriée car elle ne renvoie qu'aux interventions humanitaires; il conviendrait donc de la remplacer par «partenaires de développement».
- Établir des liens en vue de promouvoir un programme efficace et une exploitation efficiente des ressources/utilisation correcte des ressources externes.
- Il faudrait ici non seulement mentionner les fournisseurs d'aide mais évoquer également la responsabilité des gouvernements et le fait que les budgets nationaux devraient tenir compte de l'aide.
- Il faudrait fusionner les alinéas i), ii) et iii).
- Au point c) de l'alinéa i), remplacer «réaction précoce» par «préparation».
- À l'alinéa i), il faudrait préciser que les fournisseurs d'aide ne devraient pas mettre en place de mécanismes de financement supplémentaires/parallèles afin d'éviter les interférences.
- Les alinéas ii) et vi) devraient préciser que le soutien ne doit pas engendrer une dépendance des populations.
- Il a été proposé de supprimer l'alinéa vi) car il est en contradiction avec le principe 2 sur la prise en main par les pays.
- L'alinéa vi) reprend le principe 7.
- Utiliser le terme «durable» plutôt que «prévisible»?
- Préciser ce que signifie «à long terme»: deux à trois ans, cinq ans? Préférer peut-être l'expression «à plus long terme».
- Il faudrait mentionner le secteur privé.
- Il conviendrait de préciser qu'il est nécessaire de passer de financements ponctuels à des financements alloués au développement à long terme mais aussi de créer des synergies et de renforcer la coordination entre les organismes et les donateurs.
- On pourrait insister sur le fait que les pays doivent compter sur des instruments/mécanismes mondiaux pour financer les interventions.
- Il a été proposé d'ajouter un paragraphe pour insister sur la nécessité d'exploiter les ressources avec efficacité et de mettre en place des mécanismes internes qui contribuent à ajouter de la valeur aux ressources disponibles et accroître la responsabilisation sur le plan interne.
- Insister sur la nécessité de disposer de mécanismes plus souples qui tiennent compte des risques afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacé de l'aide.

### **Principe 9**

- Le paragraphe d'introduction devrait comporter le terme «encourager» et se lire comme suit: «Garantir, encourager et intégrer... ».
- Toujours dans l'introduction, le membre de phrase «d'améliorer continuellement les politiques et mesures» devrait être reformulé comme suit: «d'améliorer périodiquement les politiques et mesures».
- Le paragraphe d'introduction devrait être formulé de manière à bien faire comprendre que «l'apprentissage systématique» concerne aussi les enseignements que les organismes tirent les uns des autres et qu'il ne s'agit pas d'un exercice purement théorique.
- À l'alinéa i), il faudrait remplacer le terme «expérience» par «analyse».
- Toujours à l'alinéa i), il faudrait donner davantage de force au membre de phrase «Les mesures futures doivent **s'appuyer sur...** » et employer par exemple le terme «**utiliser**» pour faire en sorte que les enseignements tirés servent à des situations réelles. Le membre de phrase suivant a également été proposé: «Les mesures futures doivent s'appuyer sur l'expérience collective, dont s'inspireront les futures pratiques... »
- Il conviendrait d'ajouter ce qui suit à l'alinéa i): «d'approches d'apprentissage systématique et de gestion des connaissances **et de stratégies de diffusion**».
- À l'alinéa ii), préciser qu'il faudrait continuer de remettre en question les méthodes inefficaces. Par ailleurs, les méthodes et interventions devraient être soumises à un examen afin de mettre en évidence leurs défaillances.
- Il faudrait réduire les alinéas iii) et v) car il y a des recoupements avec le principe 3.
- La question de savoir s'il faudrait fusionner les alinéas iii), iv) et v) ou conserver des alinéas distincts afin de couvrir l'ensemble de la situation a été débattue.
- Mentionner la recherche agronomique.
- Il faudrait que l'accent soit mis sur le rôle important que jouent les connaissances locales dans le relèvement après une crise.
- Il a été proposé d'ajouter un alinéa sur la diffusion des données d'expérience par d'autres filières, comme par exemple les instituts de recherche, et grâce à la mise au point d'outils d'apprentissage et de supports de formation.

### **Principe 10**

- Le terme «malnutrition» devrait figurer dans le paragraphe d'introduction.
- Le contenu des alinéas i), iii), v) et vii) est déjà repris dans les autres principes.
- Les alinéas iii) et viii) et une partie de l'alinéa iv) pourraient être abrégés.
- Les alinéas i) et iii) sont trop descriptifs et devraient être déplacés pour figurer dans le paragraphe d'introduction du principe.



- L'alinéa ii) semble difficile à appliquer car les organismes ne peuvent pas être tenus responsables face aux populations touchées; il conviendrait de préciser le rôle des organismes internationaux et des organisations de la société civile. Il a par ailleurs été proposé de supprimer la dernière phrase de cet alinéa.
- L'alinéa ii) devrait se lire: «Les institutions (...) **rendent** des comptes... ».
- L'alinéa v) manque de clarté.
- Supprimer l'alinéa vi).
- L'alinéa vii) est complémentaire des alinéas iv) et v) du principe 9.

#### **Appendice A – Observations générales et concernant les exemples supplémentaires**

- Il pourrait être utile de prévoir, pour chaque principe, **un encadré ou une liste comportant deux ou trois puces** afin d'extraire les principales données fournies par les exemples et de dégager ainsi des orientations générales pour les actions à mener. Cela contribuerait à inscrire davantage les principes dans l'action.
- **Principe 2** - Le Timor-Leste constituerait un meilleur exemple de prise en main par un pays qu'Haïti.
- **Principe 3** - Collecte/analyse de données au Soudan du Sud pendant la crise et mise en place de mécanismes à l'échelon local à cet effet.
- **Principe 6** - Programme de transformation du conflit des monts Nouba (NMPACT) - à revoir avec soin afin de s'assurer que le libellé et le contenu sont pertinents.

#### **Appendice B – Observations générales**

Il pourrait être utile, à l'avenir, d'envisager ce qui suit:

- Une étude de cas concernant une situation qui rassemblait, semble-t-il, tous les «ingrédients» pour déboucher sur une crise prolongée en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle mais qui n'en est pas devenue une, afin de mieux comprendre ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.
- Des études de cas pour comparer la manière dont les pays appliquent les dix principes énoncés dans le CFS-A4A afin de montrer comment ils ont tenu compte du contexte local.